Elections Législatives du 18 Novembre 1962 - 11e Circonscription de la Seine

12e Arrondissement Picpus-Bel-Air

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Electrices et Electeurs,

Le 28 octobre, ceux qui ont répondu « non » au pouvoir plébiscitaire et ceux qui, seulement, ont refusé de lui répondre « oui », composèrent, dans notre XIIe arrondissement comme dans la France entière, la majorité des citoyens.

Le 18 novembre, vous allez élire votre député à l'Assemblée nationale. Ce sera l'occasion de transformer en grande victoire de la République ce recul de ses adversaires.

Le Parti Communiste Français ne porte aucune responsabilité dans l'avènement du pouvoir personnel. Il l'a toujours combattu. En votant pour ses candidats, vous manifesterez votre volonté d'un changement complet de politique.

Le bilan du pouvoir personnel

Le régime de pouvoir personnel, c'est le directeur général de la banque Rothschild composant un ministère où figurent à peu près exclusivement les représentants de la finance et de la grande industrie.

La prétendue « prospérité » gaulliste, c'est seulement la prospérité des banques et des monopoles ;

Le pouvoir d'achat des salariés a été diminué.

La hausse du coût de la vie a déprécié les allocations familiales, les retraites vieillesse ;

Les anciens combattants ont été traités avec mépris ;

Les artisans et les petits commerçnts sacrifiés aux intérêts des grosses affaires.

La durée de notre semaine de travail est la plus longue d'Europe.

Le régime de pouvoir personnel, c'est le Parlement réduit à l'impuissance, la laïcité bafouée, les écoles confessionnelles subventionnées par l'Etat.

Le régime personnel qui ne peut oublier ses origines — le complot, à Alger, de Soustelle, de Frey, de Salan, de Lagaillarde — c'est l'O.A.S. s'organisant et perpétrant impunément ses crimes. Dans notre arrondissement, un Dides, dont la place est en prison, tient des réunions publiques, cependant que Frey poursuit... le journaliste André Wurmser, plastiqué par les amis de Dides.

Le régime de pouvoir personnel, c'est la France absente de la conférence du désarmement.

C'est notre sort lié aux intentions des militaristes revanchards allemands.

C'est le détournement, vers une vaine « force de frappe » des milliards qu'exige la construction de logements et d'écoles.

C'est enfin, nous l'avons constaté le mois dernier, une politique si peu indépendante qu'il suffirait d'une décision provocatrice du Président des Etats-Unis, prise sans même consulter le gouvernement français, pour précipiter notre pays dans une guerre atomique.

Le régime de pouvoir personnel, c'est l'instabilité que démagogiquement il prétend combattre : nous avons connu en quatre ans vingt « remaniements », sept ministres de l'Education nationale — chiffre jamais atteint par aucune République — six ministres de l'Information... Sur vingt-neuf ministres que ce gouvernement juge nécessaire de compter, il en est deux en tout qui appartenaient à la première équipe gaulliste de 1958.

La candidature officielle

Le régime de pouvoir personnel, qui accapare la télévision nationale, la radio nationale, qui diffuse à vos frais la propagande U.N.R. sur les ondes et sur les murs, a ressuscité les candidatures officielles comme au temps de Napoléon III et de Mac-Mahon.

Le parti plébiscitaire est symbolisé et servi par le ministre de la Police, Frey, qui ose se présenter dans notre circonscription.

C'est insulter un arrondissement aussi républicain que le nôtre que le croire capable d'élire un factieux comme celui-là. Le 13 mai 1958, sous les ordres de Soustelle, il gagne Alger dans un bateau de contrebandier ; là, ce conspirateur occupe la radio et lance de faux « messages personnels » pour effrayer les timorés. Le 17 octobre 1961, il se félicite de son action répressive, alors que l'on retire de la Seine tant de cadavres d'infortunés Algériens, manifestants pacifiques. Le 8 février 1962, il se félicite de l'action de certains de ses policiers et traite de « commandos de véritables émeutiers » ses victimes : le petit Daniel Féry, 15 ans, trois jeunes femmes, quatre ouvriers de Paris, dont Wintgens, qui habitait notre circonscription. Leur seul crime était de crier : « O.A.S. assassins ! ».

Il est vrai que le grand maître de l'O.A.S., Soustelle, disait de son coéquipier Frey : « C'est un autre moi-même ».

Contre le retour du passé

Ce grand maître de l'U.N.R. et les siens, profiteurs d'un régime qui compte tant de scandales à son actif, du C.N.L. à Elysée II et aux journaux électoraux et aux députés du parti « pur et dur » subventionnés par des escrocs, reprochent à la IVe République, qu'ils ont renversée avec Salan et les futurs bandits de l'O.A.S., son « instabilité gouvernementale ».

Mais quelles étaient les causes de cette instabilité ?

L'exclusive anticommuniste a pendant quinze ans faussé le régime parlementaire, le régime représentatif. Elle a conduit des partis qui se réclament de la démocratie à s'allier aux pires réactionnaires. Elle les a contraints à tourner le dos aux aspirations populaires, au progrès social, à la paix.

Il ne saurait être question de revenir à ces pratiques périmées.

Tournés résolument vers l'avenir

Le relèvement de la France n'est pas la tâche d'un seul homme ni d'un seul parti, c'est la tâche de toutes les énergies nationales et démocratiques.
Dans cet esprit, le Parti Communiste Français vous propose un programme qui prévoit :

DANS LE DOMAINE POLITIQUE :

— L'élection à la représentation proportionnelle d'une Assemblée constituante chargée d'établir une Constitution assurant notamment : la souveraineté du peuple, la restauration de la laïcité de l'école et de l'Etat, la libre activité des partis démocratiques et le respect des libertés syndicales, le contrôle démocratique de la radio et de la télévision.

DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE ET SOCIAL :

— la nationalisation des monopoles capitalistes et la participation des syndicats à la direction et à la gestion de ces entreprises,
— dès à présent, une augmentation générale des salaires, traitements et retraites ; dans l'avenir : une politique qui assure l'essor harmonieux d'une production dont le développement doit se faire au profit de toute la nation, au profit de ceux qui travaillent et non plus au profit exclusif d'une poignée de privilégiés,
— la construction massive d'H.L.M. aux loyers abordables,
— la défense de nos artisans et de l'industrie traditionnelle du Faubourg, déjà gravement atteints par les méfaits du Marché commun,
— la réforme démocratique de l'enseignement.

EN POLITIQUE EXTERIEURE

— une politique de coexistence pacifique orientée vers le désarmement général,
— une politique française indépendante, c'est-à-dire opposée aux entreprises du militarisme allemand et à toute possibilité, pour une nation étrangère, de nous précipiter, sans que nous soyons consultés, dans une guerre qui détruirait notre pays,
— la coopération économique et culturelle avec tous les pays.

Ce programme qui permettra d'aller de l'avant, nous vous le soumettons. Son application dépendra de l'avènement d'un gouvernement d'union démocratique substitué au régime de pouvoir personnel agissant pour le compte des monopoles capitalistes. Pour manifester votre volonté d'aller dans cette voie.

VOTEZ

POUR

ANDRÉ WURMSER

ET

MAURICE COLIN



ANDRE WURMSER, né à Paris en 1899, écrivain, directeur du « Patriote » clandestin pendant la Résistance, vice-président de la Fédération Nationale de la Presse Française à la Libération, journaliste à *l'Humanité*.



MAURICE COLIN, né à Paris en 1910, ébéniste, conseiller municipal de Paris (XIe et XIIe) conseiller général de la Seine, croix du combattant volontaire guerre 1939-1945, combattant volontaire de la Résistance, ancien déporté à Mauthausen.

ATTENTION : Cette circulaire ne peut être utilisée comme bulletin de vote. Tout bulletin taché ou rayé sera nul. N'écrivez rien sur votre bulletin de vote, ne rayez aucun des noms sous peine de nullité de votre bulletin de vote.

VU, LE CANDIDAT

P.P.I. - PARIS